NATIONS
UNIES
MAURITANIE

RAPPORT ANNUEL DES NATIONS UNIES

MAURITANIE 2022

RAPPORT ANNUEL DES NATIONS UNIES

MAURITANIE 2022

ÉQUIPE PAYS
EN MAURITANIE

NATIONS UNIES
MAURITANIE

NOS PARTENAIRES
CLÉS

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 10

Développements clés et contexte régional

CHAPITRE 2 12

Les Nations Unies en Mauritanie : soutien aux priorités nationales de développement

Croissance Inclusive
Capital Humain et services sociaux de base
Gouvernance

CHAPITRE 3 28

Soutien aux partenariats et au financement de l'Agenda 2030

CHAPITRE 4 30

Travailler plus et mieux ensemble : Cohérence, efficacité et efficience

CHAPITRE 5 32

Évaluations, enseignements tirés et efficience

CHAPITRE 6 34

Aperçu financier et mobilisation des ressources

CHAPITRE 7 40

Les priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour 2023

MESSAGE DE LA COORDINATRICE RESIDENTE DES NATIONS UNIES

L'année 2022 a constitué pour la République Islamique de Mauritanie un moment charnière, marquée entre autres par l'adoption de son deuxième plan d'action pour la Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP) 2016-2030 et le développement du nouveau Cadre de coopération pour le développement durable (CCDD) avec le système des Nations Unies.

Cela témoigne d'un redoublement des efforts en faveur des objectifs de développement durable (ODD) et des principes de l'Accord de Paris sur le changement climatique, à un moment délicat qui offre toutefois des opportunités.

La croissance économique de la Mauritanie s'est intensifiée, passant de 2.4% en 2021 à 5,1% en 2022, portée par l'expansion du secteur agricole et des exportations. Bien que l'inflation annuelle moyenne ait atteint 9,5%, poussée par les prix alimentaires (+14%), une baisse à 8% est prévue en 2023.
La récente restructuration de la dette et une bonne maîtrise du budget ont amélioré le profil de risque du pays, selon le Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, sans toutefois réduire le niveau des dépenses d'assistance sociale qui s'élève à 7,5% du PIB et incluant le 47% du quintile le plus pauvre de la population dans les dispositifs de protection sociale, soit l'une des meilleures performances régionales.
Plus de 26.717 réfugiés ont été enregistrés en 2022, et les communautés hôtes ont accueilli positivement et de manière inclusive les presque 10.000 retournés mauritaniens et 8.000 nouveaux réfugiés en provenance du Mali.

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines d'esclavage a mené une mission dans le pays par suite d'une invitation du gouvernement Mauritanien. Ses recommandations ont été endossées et en cours de mise en œuvre. A travers le Fonds PBF, un réseau a été mis en place de 50 femmes Mourchidates - guides religieuses et leaders communautaires femmes - chargées de sensibiliser les populations sur les discours radicaux violents et de prévenir l'extrémisme violent.

A travers leur travail les Mourchidates ont atteint plus de 7.500 adultes et jeunes dans les communautés, écoles et mosquées.

Ces avancées ont démontré qu'une coopération coordonnée peut renforcer la résilience des populations, notamment celles qui sont marginalisées.

Elles permettent d'accélérer les efforts de réduction des inégalités, y compris celles de genre, et de faire face aux défis majeurs tels que les cycles de sécheresse aggravés par le changement climatique.

Ce dernier continue d'avoir un impact négatif sur la production agricole, les revenus des ménages surtout les plus vulnérables et amplifie l'insécurité alimentaire. Cela s'ajoute aux effets de la pandémie de COVID-19, qui a déjà entraîné une augmentation du taux d'extrême pauvreté à 6,3% à un moment où la pauvreté multidimensionnelle concerne le 56,9% de la population.

L'année 2022 nous a rappelé également l'urgence de hâter le soutien aux communautés, y compris les femmes et les jeunes, pour leur permettre de participer à la transformation du modèle économique et social du pays. Il est impératif en ce sens d'assurer qu'un enfant né aujourd'hui en Mauritanie atteigne bien plus que 38% de son potentiel productif à l'âge adulte.

Le gouvernement, appuyé par les agences des Nations Unies en Mauritanie et les partenaires techniques et financiers, s'est engagé à promouvoir l'action humanitaire, le développement et la paix en Mauritanie, malgré les défis posés par l'instabilité régionale et les insécurités croissantes au Sahel. Des efforts remarquables ont été effectués à travers l'approche HDP Nexus pour répondre aux besoins humanitaires tout en incluant les communautés hôtes.

Avec les partenaires locaux et nationaux, la société civile, les communautés, le secteur privé, les femmes et les jeunes, les Nations Unies en Mauritanie ont accéléré la mise en œuvre des trois priorités stratégiques convenues avec le gouvernement de Mauritanie dans le CCDD 2018-2023. Grâce aux enseignements tirés de l'évaluation indépendante de ce cycle, nous ajusterons nos interventions et nous relèverons les défis de 2023 avec plus de détermination.

Au nom de l'équipe de pays des Nations Unies (UNCT) en République Islamique de Mauritanie, j'ai le plaisir de présenter le rapport annuel des résultats de l'année 2022. Redoublons nos actions transformatives pour la Mauritanie de demain.

Lila Pieters Yahia
Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies en Mauritanie

CHAPITRE 1

DÉVELOPPEMENTS CLÉS ET CONTEXTE RÉGIONAL

“La Mauritanie est un pays d’Afrique de l’Ouest situé entre le Maghreb arabe et l’Afrique subsaharienne. Il est principalement désertique, composé de vastes étendues pastorales et ne compte que près de 0,5% de terres arables.

Selon les estimations de l’ANSADE, en 2022, la population de la Mauritanie s’élève à **4,37 millions** de personnes pour une **superficie d’environ 1.030.000 km²**, faisant de ce pays l’un des moins densément peuplés d’Afrique. Plus de la moitié des Mauritaniens **(56%) vivent dans des zones urbaines, selon les données de 2021.**

L’année a été caractérisée par la persistance des répercussions de la **COVID-19, mitigés grâce à des campagnes de vaccination efficaces,** la hausse atypique des prix des denrées alimentaires exacerbée par une tension inflationniste sur les marchés mondiaux, la crise énergétique et financière mondiale ainsi que des précipitations abondantes et des inondations dans plusieurs régions.

Au cours de l’année, des événements tels que l’augmentation de 30% des prix du carburant et l’approbation d’une réforme du système éducatif considérée comme inadéquate par une partie de la population ont créé des tensions politiques.

Ces tensions ont été apaisées après des consultations entre les parties et la signature en septembre d’un accord pour l’organisation des prochaines élections.

Le président Ghazouani a également procédé à deux remaniements ministériels, tandis que l’ancien président Aziz a été renvoyé devant le Tribunal correctionnel chargé de la lutte contre la corruption.

Sur le plan économique, la Mauritanie a connu une reprise de la croissance après la pandémie de COVID-19, passant de 2.4% en 2021 à 5,1% en 2022, principalement due à la bonne performance de la consommation, de l’investissement privé, et du secteur tertiaire. Un rebond robuste, selon la Banque mondiale, mais insuffisant pour retrouver le niveau et le potentiel de croissance pré-pandémique. En 2022 l’inflation moyenne annuelle a augmenté à un taux de 9,5 %, en raison de la hausse des prix de l’énergie et des denrées alimentaires suite à la guerre en Ukraine, et baissera à 8% en 2023.

La Mauritanie est confrontée à des défis importants de nutrition et d’insécurité alimentaire, avec une prévalence de malnutrition aiguë globale (13,5%) et sévère (2,6%), en particulier chez les garçons et les enfants de 6 à 59 mois.

La situation d’insécurité alimentaire devrait persister en 2023 malgré une baisse de 4% par rapport à 2022, avec presque 695.000 individus dans 13 régions confrontés à des conditions de crise (Phase 3 de l’IPC) notamment pendant la période de juin-août.

La Mauritanie continue d’accueillir le plus grand nombre de réfugiés maliens en Afrique de l’Ouest. Le mouvement des populations a vu des nouveaux réfugiés venant de ce pays s’ajouter aux **80.000 déjà recensés** au camp de Mbera, et le nombre de mauritaniens retournés du Mali à cause de l’insécurité a considérablement augmenté de mars 2022 à octobre, passant de **857 ménages à 1997,** accompagnés d’un important cheptel de près de **81.000 têtes**.
Cette situation a exercé une pression sur les ressources déjà limitées de la région et crées des tensions avec les communautés hôtes, déjà très vulnérables.

Le pays progresse dans le renforcement de ses partenariats pour le développement économique avec le projet d’activation de l’Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie (APIM). Un nouveau cadre de concertation et de coordination des partenaires techniques et financiers de la Mauritanie a été mis en place sous la houlette du ministère des Affaires Economiques et de la promotion des secteurs productifs.

En 2022, Le gouvernement Mauritanien a participé activement à toutes les grandes rencontres internationales sur l’environnement et le climat (One Planet Summit, COP 15 sur la désertification, COP 27 sur les changements climatiques) et a pris des mesures importantes pour protéger sa biodiversité, améliorer la gestion des terres et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

%0,03 PART
des émissions mondiales de GES

143
CLASSEMENT
selon l’Indice de vulnérabilité climatique

Cela s’est traduit dans le cadre de l’actualisation de sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN) par une ambition de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre de 23% d’ici 2030 par rapport au niveau de 2010 ; par une volonté de restaurer 10 millions d’hectares de terres dégradées par la promotion de l’agroécologie et de l’agroforesterie, par la promotion à outrance des énergies renouvelables et une amélioration de l’efficacité énergétique du pays.

CHAPITRE 2

SOUTIEN AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT

En 2022, la Mauritanie a réaffirmé son engagement à mettre en œuvre l'Agenda 2030 en adoptant le second plan d'action de la Stratégie Nationale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée 2016-2030 (SCAPP) avec un portefeuille de projets d'investissement prioritaires. Le Système des Nations Unies a accordé un soutien considérable en se concentrant sur les trois priorités stratégiques du Cadre de Partenariat pour le Développement Durable (CPDD) 2018-2022. Ces priorités sont alignées aux trois axes stratégiques de la SCAPP qui sont la Croissance Inclusive, le Capital Humain et les Services Sociaux de Base ainsi que la Gouvernance.

L'étendue et la nature des interventions de l'ensemble du Système des Nations Unies ont, entre autres, concerné : l'appui technique fourni aux départements ministériels dans le développement de plans et stratégies, la formation et sensibilisation des populations et des autorités du pays dans un large éventail de domaines techniques, l'appui ciblé aux infrastructures matérielles et immatérielles, aux services de base, le déploiement d'aides d'urgences pour répondre à la soudure agricole et aux épisodes d'insécurité alimentaire, la mise en place de mécanismes pour prendre en charge l'arrivée de nouveaux réfugiés fuyant les conflits au Mali, la réponse aux fortes pluies de la saison dite de l'«hivernage ».

Dans ce cadre, il convient de souligner que pour l'année 2022, le Système des Nations Unies a mobilisé un total de **129.527.944 $ dont 61.785.971 $ pour la croissance inclusive, 56.874.051 $ dans le domaine du capital humain et services sociaux de base et 10.867.922 $** en matière de gouvernance.

Plus en particulier, cela a servi à avancer dans la consolidation des secteurs productifs stratégiques et à fort potentiel d'inclusion tels que l'agriculture, l'élevage et la pêche, avec des approches intervenant d'un coté sur les capacités des mécanismes publics d'appui à la production, et de l'autre sur l'entrepreneuriat, la promotion de l'emploi vert et la formation

professionnelle. Des efforts complémentaires ont été menés pour la formation et sensibilisation à la gestion des risques et des catastrophes et la protection et la restauration des ressources naturelles.

Le secteur de l'éducation a bénéficié de la création de centres préscolaires, l'augmentation de l'offre en infrastructures et le développement de l'enseignement à distance. L'action conjointe avec le ministère

de la Santé a pu renforcer la santé reproductive, soutenir la vaccination contre la Covid-19 et l'hépatite B, et lutter contre le cancer du col. Dans le camp Mbera, le système des Nations Unies a amélioré l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement grâce à la réhabilitation et construction d'infrastructures.

Les Nations Unies ont soutenu la protection des enfants et renforcé la lutte contre l'exploitation et contre les Violence Basée contre le Genre (VBG), entre autres fournissant des services à plus de **1.000 femmes et filles**. Des campagnes ont mobilisé plus de **25.000 personnes** contre les pratiques préjudiciables.

L'année a été marquée également par une mission du Rapporteur Spécial aux formes contemporaines de l'esclavage en Mauritanie, M. Tomoya Obokata, qui s'est tenue en du 4 au 13 mai 2022. Le rapport de mission sera rendu public ultérieurement. La Mauritanie a soumis en 2022 un Rapport au titre de la CEDAW, qui sera discuté en 2023.

Les organismes des Nations ont également favorisé une meilleure gestion des flux migratoires mixtes en renforçant la gestion des frontières et en offrant une protection accrue aux réfugiés, demandeurs d'asile et migrants vulnérables.

Plus de **26.000 réfugiés** ont été enregistrés et des procédures standard ont été mises en place pour faciliter le débarquement dans la région de Nouadhibou. Le SNU a également aidé à faciliter l'accès à l'état civil des Mauritaniens retournés du Mali et vivant dans la région de Trarza

PRIORITE STRATEGIQUE 1
CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE

ALIGNEMENT AVEC LES ODD

ALIGNEMENT AVEC LA SCAPP

Levier 1- Promouvoir une croissance forte, durable et inclusive
1 : Promotion d'une croissance plus diversifiée des secteurs porteurs
2 : Promotion du secteur privé et de l'amélioration de la pratique des affaires
3 : Renforcement des infrastructures de soutien à la croissance

Levier 2 - Capital Humain et accès aux services sociaux de base
6 : Emploi pour tous et de promotion de la jeunesse, de la culture et du sport
7 : Meilleure résilience des couches les plus vulnérables

Levier 3 : Promouvoir la gouvernance dans toutes ses dimensions
14 : Développement local et décentralisation
15 : Meilleure gouvernance environnementale

EFFET 1

Les institutions en charge du pilotage économique élaborent et mettent en œuvre des politiques qui contribuent à une croissance inclusive et durable

EFFET 2

Les populations ont accès à des moyens d'existence renforcés, des emplois décents, des opportunités économiques accrues et jouissent d'une sécurité alimentaire améliorée

EFFET 3

Les institutions et les communautés contribuent à une gestion durable des ressources naturelles, pour anticiper et faire face aux crises et aux effets du changement climatique

CROISSANCE INCLUSIVE

EFFET 1
Les institutions en charge du pilotage économique élaborent et mettent en œuvre des politiques qui contribuent à une croissance inclusive et durable

Le processus de **mobilisation des fonds de la Zakat** pour le développement durable a continué avec la création d'un corpus juridique pour son institutionnalisation et une enquête (ANSADE) sur sa potentielle utilisation pour l'agriculture et l'élevage.

Dans le domaine **agricole**, le partenariat entre SNU et ministère de l'Agriculture voit l'imminente finalisation d'une Stratégie nationale de l'agriculture numérique et a permis la réalisation d'un plan d'action de surveillance pour la mitigation de l'impact de la chenille légionnaire d'automne.

Le SNU a également facilité l'adoption par le **ministère de l'Élevage** d'une méthodologie conforme aux directives mondiales pour la réalisation du recensement général de l'élevage.

350 tonnes
d'aliments de bétail fournis à **7.800 personnes** au camp de Mbera

Kits vétérinaires pour **10.000 têtes** de bétail

Les acteurs économiques de **la pêche artisanale** dans les deux communautés côtières de Legweichich et Mhejeratt et de la zone d'El Atf ont été accompagnés dans la production et la valorisation des produits halieutiques.

Au niveau local, presque **30.000 personnes** (dont la moitié des femmes) ont bénéficié des activités de création des actifs durables (FFA), plus de **34 km entre digues et barrages** ont été construits, et **715 ha** de terres agricoles ont été réhabilités.

EFFET 2
Les populations ont accès à des moyens d'existence renforcés, des emplois décents, des opportunités économiques accrues et jouissent d'une sécurité alimentaire améliorée

Plusieurs entités onusiennes ont appuyé le Gouvernement dans le renforcement des dispositifs publics de soutien à l'emploi vert et à la formation professionnelle, tout en continuant son appui direct à l'entrepreneuriat et aux capacités de production.

La Mauritanie fait désormais partie de l'initiative « Action Climatique pour l'Emploi » , s'est dotée d'un Plan d'action national de promotion des emplois verts et a adopté un dispositif de validation des acquis de l'expérience (VAE).

Le SNU collabore depuis 2022 avec l'Agence nationale de l'emploi (TECHGHIL) pour sa territorialisation et renforcement institutionnel au profit des mauritaniens, des réfugiés et des migrants dans les villes de Bassikounou, Nouakchott, Kiffa, Selibaby et Nouadhibou.

10 000
JEUNES
enregistrés dans la nouvelle Base des Données STAGI et 120 jeunes dont 70 filles ont été placés dans des stages

90 000
PERSONNES
ont reçu un complément monétaire à l'assistance sociale du gouvernement

11 904
PERSONNES
ont reçu des transferts monétaires à Bassikounou pour des activités agricoles viables

6 530
ENTRE FEMMES JEUNES
à la recherche d'emploi ou entrepreneures ont eu accès à des opportunités d'insertion ou ont été formées dans le domaine agropastoral ou de la gestion d'entreprise

6 530
coopératives féminines et Associations des jeunes encadrées

803
EMPLOIS
créés (61% femmes) par l'accompagnement de 234 MPME

60 000
PLANTES FORESTIERES
plantés pour la régénération des espaces dégradés

2 000
RUMINANTS
distribués à 500 ménages

2 000
HECTARES
protégées contre les feux de brousse par la Brigade Anti-Feux

88
CLUBS DIMITRA
comptant 2.412 membres (dont 1.591 femmes) créés dans les wilayas des deux Hodhs, de Guidimakha et de l'Assaba.

EFFET 3
Les institutions et les communautés contribuent à une gestion durable des ressources naturelles, pour anticiper et faire face aux crises et aux effets du changement climatique

La Mauritanie et le SNU ont montré un engagement fort en faveur de la gouvernance environnementale.

GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

- **Feuille de route Climat-Santé Mauritanie 2022-2026**
- **Stratégie nationale d'hygiène publique 2022-2030**
- **Plan national de mise en œuvre de la Convention de Minamata 2021-2025**
- **Profil national du mercure dans les formations sanitaires (FOSA).**
- **Loi portant Code de l'Électricité**

Les entités onusiennes ont réalisé plusieurs projets pilotes, dans le domaine de la **protection et de la restauration des ressources naturelles,** qui ont mené notamment à la construction de **918 km de pares-feux**, la fixation de **120 ha de dunes** et la **restauration de 4.320 ha de terres** à travers l'entretien de forêts dégradées, l'ensemencement d'espaces sylvopastoraux, la restauration de paysages forestiers, le reboisements et protection de Berges dans la Zone d'El Atf, sur le tracé de la grande muraille verte et dans le Triangle de l'espoir.

Le SNU a formé, consulté et équipé plus de 1.150 personnes dans 10 localités sur la gestion des ressources naturelles et les techniques de cultures fourragères pour stimuler la coopération transfrontalière dans la **prévention de conflit et la gestion des ressources naturelles**. Plus de 130 comités villageois ont été mis en place ou renforcés.

ASSISTANCE ALIMENTAIRE GÉNÉRALE AUX RÉFUGIÉS

54.078 | **(29.581 femmes)** avec des rations alimentaires mensuelles

76.133 | **(41.645 femmes)** avec de l'argent liquide sans conditions.

En complément aux efforts du gouvernement, le SNU a également fourni une assistance en espèce contre l'insécurité alimentaire, couplée à un paquet intégré sensible à la nutrition pour prévenir la malnutrition chez les enfants de 6 à 23 mois et les femmes enceintes et allaitantes au plus fort de la période de soudure.

229.850 personnes
(121.228 femmes) ont été atteintes via des transferts monétaires mensuels, en partie à travers le programme gouvernemental de réponse aux chocs « El Maouna » géré par la Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA).

41.662 bénéficiaires
ont reçu un appui en réponse à la période de soudure dans le cadre du partenariat entre African Risk Capacity (ARC) et le SNU.

> À la suite de la crise ukrainienne et la perturbation des marchés internationaux, le SNU a loué un entrepôt pendant trois mois pour aider le gouvernement à stocker les achats massifs en céréales et en engrais, et la flotte du service aérien humanitaire (UNHAS) du SNU en Mauritanie a servi un total de 1 564 passagers et transporté plus de 4,9 MT de fret en étroite collaboration avec Aviation Security.

PRIORITE STRATEGIQUE 2
CAPITAL HUMAIN ET SERVICES SOCIAUX DE BASE

ALIGNEMENT AVEC LES ODD

ALIGNEMENT AVEC LA SCAPP

Levier 2 - Capital Humain et accès aux services sociaux de base

1 : Relèvement de l'accès et de la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle

5 : Amélioration des conditions d'accès aux services de santé

7 : Meilleure résilience des couches les plus vulnérables

EFFET 1

Accès à une éducation de qualité

EFFET 2

Accès à des services adéquats de santé-nutrition, d'approvisionnement en eau potable, d'hygiène et d'assainissement

EFFET 3

Protection contre les discriminations, l'exploitation et les violences

EFFET 1
Accès à une éducation de qualité

L'objectif d'amélioration de l'offre éducative en Mauritanie a été poursuivi par le SNU surtout à travers l'amélioration du dispositif de l'enseignement à distance et la **formation du personnel**, avec une emphase sur les compétences numériques. Ainsi, **222 directeurs d'écoles** ont été formés à l'utilisation du Système de l'Information et de Gestion de l'Éducation (SIGE), **900 enseignants** ont été introduits au schéma de la formation en cascades et à la promotion de l'accès des enfants vulnérables à l'apprentissage par le numérique.

Le 2022, a vu les efforts en soutien au secteur préscolaire s'intensifier, pour élargir le ciblage dans les zones rurales et humanitaires les plus vulnérables. D'un côté, les **40 centres** préscolaires opérationnels au camp de Mbera et à Bassiknou ont bénéficié de formation de personnel et de la fourniture de kits de Early Childhood Development (ECD).

De l'autre,

18.787 PARENTS ont été sensibilisés autour de l'importance de la préscolarisation et de l'éveil du jeune enfant.

15.088 ENFANTS (dont 8.302 filles) dans 145 centres communautaires et écoles périphériques de Nouakchott ont reçu des kits scolaires.

50.061 ÉLÈVES (dont 24.949 filles) ont reçu deux repas chauds par jour conformément aux objectifs du Programme national d'alimentation scolaire du ministère de l'Éducation

Le SNU a redirigé ses efforts vers l'inclusion des enfants réfugiés urbains au sein du système d'éducation national, avec un accent sur leur structures scolaires de référence.

Le SNU a apporté un appui continu dans le cadre du Programme de Renforcement des capacités (CapED) pour soutenir la réforme entamée dans le secteur de l'Éducation et la finalisation de la stratégie d'**alphabétisation**.

L'appui au Ministère de l'éducation et de la reformedusystèmeéducatifdansl'actualisation du SABER (Approche systémique pour de meilleurs résultats éducatifs) afin d'évaluer les capacités nationales pour la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire.

EFFET 2
Accès à des services adéquats de santé-nutrition, d'approvisionnement en eau potable, d'hygiène et d'assainissement

La collaboration entre le ministère de la Santé et le SNU a avancé en 2022 vers l'adoption d'un nombre de politiques :

- Nouvelle stratégie intégrée SRMNIA-Nutrition
- Révision de la Stratégie nationale de santé communautaire
- Plan stratégique national de lutte contre le cancer du col 2023-2027
- Stratégie nationale de la santé de la reproduction intégrée
- Plan national de déploiement et de vaccination (PNDV)

COUVERTURE VACCINALE

Les campagnes opératives en 2022 ont concerné COVID-19, HPV, poliomyélite. Le PEV 2022 a couvert un total de 155.967 enfants de 0-11 mois.
La moitié des Moughataa du pays ont désormais une couverture en DTC-HepB-Hib3 égale ou supérieure à 80%.

SOUTIEN À LA NUTRITION

28.200 ENFANTS de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère en ont été pris en charge mettant des intrants thérapeutiques et équipements à disposition de **854 structures** de santé et de **240 unités** de santé de base.

612.386 ENFANTS **ayant moins de 5 ans** ont reçu la supplémentation en vitamine A.

20.903 ENFANTS **de moins de deux ans** ont bénéficié de doses de poudre de micronutriment, distribuées également entre garçons et filles (Partenariat SNU et ministère de l'Industrie, de la Santé, TAAZOUR)

45.320 ENFANTS **de moins de 5 ans et femmes enceintes/allaitantes** souffrant de malnutrition aiguë modérée ont reçus des aliments nutritionnels spécialisés et pris en charge au niveau de 916 Centres de Réhabilitation en Ambulatoire pour malnutris modérés (CRENAM)

SANTÉ MATERNELLE ET REPRODUCTIVE

63 DISTRICTS SANITAIRES offrant le service de prévention de la transmission de la mère à l'enfant du VIH

28.282 FEMMES dépistées pour le VIH

47.107 ACCOUCHEMENTS ASSISTÉS

> Au camp des réfugiés de Mbera, en 2022 un partenariat dans la réponse à l'épidémie de rougeole entre la Croix Rouge Française, SNU et ministère de la Santé a permis de vacciner 21.367 ENFANTS.
>
> Au total,
> 96.664 NOUVELLES CONSULTATIONS
> ont été réalisées au cours de l'année et l'offre de services de soins de santé reproductive et de planning familial continue
>
> avec
> 3.172 FEMMES ENCEINTES assistées et 1.117 CONSULTATIONS GYNÉCOLOGIQUES.

En termes de lutte contre le VIH/SIDA, 300 guides pédagogiques pour l'enseignement des concepts IST/VIH/SIDA ont été diffusés. 60 membre du personnel de santé ont été formés sur la stigmatisation et la discrimination des PVVIH dans les structures de santé. Aussi, 16 responsables de suivi des tuberculeux ont été formés sur la réalisation du test VIH chez les Tuberculeux et la prise en charge de la co-infection TB/VIH.

En matière de lutte contre l'hépatite B, le SNU a renforcé la structure de référence pour la prise en charge de l'hépatite B (INHV) en gestion, approvisionnement et dans le domaine de la gestion de qualité, et l'acquisition d'un stock de 20.000 doses de vaccin.

Les autorités mauritaniennes et les partenaires sociaux ont mis en place Comité tripartite élargi sur la **Santé et la Sécurité au Travail** (SST).

APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE, D'HYGIÈNE ET D'ASSAINISSEMENT

Dans les régions du Hodh Charghui, Assaba, Trarza, Tagant, Nouakchott, Nouadhibou et du camp de réfugiés de Mbera, un total de **114.892 PERSONNES** ont gagné en 2022 un meilleure accès à l'eau potable, des latrines et dispositifs de lavage des mains.

EFFET 3
Protection contre les discriminations, l'exploitation et les violences

L'année a été marquée à ce sujet par une

mission du Rapporteur Spécial aux formes contemporaines de l'esclavage en Mauritanie, M. Tomoya Obokata, qui s'est tenue en du 4 au 13 mai 2022. Le rapport de mission sera rendu public ultérieurement.

Quant aux interventions à niveau local, la sensibilisation sur la **Violence Basée sur le Genre (VBG)** et la **lutte contre la traite** et **contre l'esclavage** ont été organisées pour les autorités nationales chargées de la gestion des frontières, les réseaux des journalistes, les magistrats et les membres de l'Observatoire des droits de la femme et de la fille (ONDFF). **1.500 femmes** réfugiées et plus de 1.000 femmes et filles en zone humanitaire exposées aux VBG ont bénéficié des formations et services de prévention.

> **25.204** parents, adolescents, jeunes, leaders religieux et relais communautaires ont participé à travers diverses plateformes à la mobilisation sociale pour l'**abandon des pratiques néfastes** du mariage des enfants et des mutilations génitales féminines (MGF).

Le SNU a accompagné le ministère de la Fonction Publique et du Travail (MFPT) dans le domaine de la protection des enfants pour identifier la liste des travaux dangereux (LTD) interdits aux enfants. **7.092 enfants** à besoin de protection ont bénéficié de soutien psychosocial et 6.745 enfants ont été accompagnés vers les services de protection et de justice.

Trois wilayas ont été dotées de comités régionaux de justice juvénile (CRJJ) pour le suivi de la situation des enfants en contact avec la loi, et un Plan National pour l'Élimination du Travail des Enfants (PANETE-RIM) 2023-2027 a été discuté et validé.

PRIORITE STRATEGIQUE 3
GOUVERNANCE

ALIGNEMENT AVEC LES ODD

ALIGNEMENT AVEC LA SCAPP

Levier 3 - Gouvernance dans toutes ses dimensions

8 : Gouvernance politique, cohésion sociale, paix et sécurité
9 : Consolidation de l'État de Droit, des droits humains et de la justice 10 Capture du dividende démographique
11 : Promotion et participation citoyenne des femmes et lutte contre les discriminations basées sur le genre
12 : Transformation de l'administration publique
13 : Meilleure gouvernance économique et financière
14 : Développement local et décentralisation

EFFET 1 Les institutions démocratiques travaillent de manière plus transparente et participative, le système de justice et pénitentiaire est plus indépendant et efficace, l'espace démocratique est élargi (en particulier pour les organisations de la société civile et les groupes marginalisés) pour améliorer la cohabitation pacifique, la cohésion sociale et la sécurité

EFFET 2 Les institutions gèrent mieux les flux migratoires mixtes, assurent une meilleure protection des réfugiés, demandeurs d'asile et migrants vulnérables, et contribuent à la coexistence pacifique entre les réfugiés et la communauté hôte

EFFET 3 Les populations bénéficient d'un accès amélioré à l'état civil

EFFET 4 Les institutions centrales et locales assurent un pilotage et une coordination plus efficaces et plus transparents des politiques publiques

EFFET 1
Les institutions démocratiques travaillent de manière plus transparente et participative, le système de justice et pénitentiaire est plus indépendant et efficace, l'espace démocratique est élargi (en particulier pour les organisations de la société civile et les groupes marginalisés) pour améliorer la cohabitation pacifique, la cohésion sociale et la sécurité

Les institutions des Nations Unies ont d'abord œuvré en soutien à l'Entité nationale pour la coordination humanitaire pour lutter contre la traite de personnes et le trafic de migrants, procédé à la formation des magistrats et le personnel du système judiciaire sur plusieurs thématiques tels que le traitement des addictions et des troubles liés à l'usage des drogues, y inclus pour les mineurs et les femmes. Ensuite, elles ont mené des actions de sensibilisation sur l'**accès à la justice**, l'**extrémisme violent** (10.000 personnes) et la **cybercriminalité**.

Un projet de loi institutionnalisant le **volontariat** a été développé, 5.000 jeunes mobilisés pour le volontariat et l'action citoyenne dans le cadre du Programme National de Volontariat pour le Développement Durable.

830.000 PERSONNES
ont eu accès à des informations sur leurs droits et devoirs, grâce à la mise en place d'une Radio de proximité.

En termes d'appui aux **infrastructures judiciaires**, le palais de justice du Brakna et sept tribunaux de Moughataa à Nouakchott ont été rénovés, et les phases initiales relatives à la construction du tribunal des wilayas de Nouakchott Sud et Nouakchott Nord, le tribunal de la Moughataa El Mina et celui

de Boutilimitt, la cour d'appel à Aleg a été entamées.

EFFET 2
Les institutions gèrent mieux les flux migratoires mixtes, assurent une meilleure protection des réfugiés, demandeurs d'asile et migrants vulnérables, et contribuent à la coexistence pacifique entre les réfugiés et la communauté hôte

L'ONU, à travers ses agences, a travaillé sur la gestion des frontières en inaugurant un nouveau Centre de coopération Police-Douanes-Gendarmerie entre la Mauritanie, le Sénégal et le Mali.

La délivrance des documents pour les demandeurs d'asile et réfugiés a continué malgré l'intensification des mouvements. **26.717 réfugiés et demandeurs d'asile** ont été enregistrés en 2022 :

13.685 au camp de Mbera, 7.097 lors d'une opération d'enregistrement hors camp dans la région de Hodh Chargui,

et **5.935** dont 3.739 Maliens dans les zones urbaines, enregistrés par le biais de la procédure d'enregistrement en place.

EFFET 3
Les populations bénéficient d'un accès amélioré à l'état civil

En 2022, **298 cas** ont été référés vers l'enrôlement étatique pour obtenir la carte de séjour des réfugiés et demandeurs d'asile. Pour la même période, **5.851 réfugiés** et demandeurs d'asiles ont reçu un soutien des services de l'état civil (ANRPTS) parmi lesquels 284 ont été accompagnés devant le tribunal.

EFFET 4
Les institutions centrales et locales assurent un pilotage et une coordination plus efficaces et plus transparents des politiques publiques

En Mauritanie, le SNU a soutenu le développement du pays à travers des actions clés telles que la préparation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2023, l'élaboration de la politique nationale de la population.

En partenariat avec la Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI), le SNU a collaboré avec l'ANSADE dans la définition de l'**Indice de pauvreté multidimensionnelle** (IPM) en Mauritanie.

Un processus participatif a permis l'actualisation et l'adoption par le gouvernement d'une Stratégie nationale de lutte contre la corruption.

En termes de **politiques modernisation de l'administration** et digitalisation des services au citoyen, la Mauritanie dispose désormais d'un diagnostic fort à travers l'étude de l'état de préparation de la Mauritanie au numérique (DRA-Digital Readiness). Un travail d'assistance à l'établissement d'un système d'identité numérique nationale a été également entamé.

CHAPITRE 3

SOUTIEN AUX PARTENARIATS ET AU FINANCEMENT DE L'AGENDA 2030

Sous le leadership de la Coordonnatrice Résidente, des Représentants des agences et des programmes du SNU, le dialogue stratégique portant sur l'agenda 2030 et son financement en Mauritanie, s'est renforcé avec les différents départements du pays. Ce leadership s'est traduit par un grand effort d'ouverture et d'inclusion de toutes les parties prenantes, pour accélérer la mise en œuvre des ODD au niveau national et local.

Le partenariat avec la société civile se poursuit à travers la mise en œuvre de projets conjoints . Les capacités des associations de femmes et de jeunes continuent à être renforcés afin de faciliter et d' accroître leur participation aux décisions et la mise en œuvre d'actions qui les affectent.

En partenariat avec le ministère des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs, le SNU a mis en place une plateforme de coordination et de concertation des partenaires du développement en Mauritanie.

L'objectif est de coordonner l'aide au développement en fonction des priorités nationales pour favoriser une croissance inclusive et durable, le développement du capital humain, l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et l'amélioration de la gouvernance.

En outre, au cours de l'année 2022, les partenariats existants avec, l'UE, la coopération Allemande, Néerlandaise, française, canadienne, suisse, américaine, japonaise ou de celles des pays du golfe se sont poursuivis.

En parallèle, il explore des pistes de partenariat avec des institutions financières internationales telles que la Banque Islamique de Développement (BID), la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Mondiale.

Ainsi, les actions du SNU sont mises en œuvre à travers des partenariats et un financement diversifiés, un partenariat avec OPHI pour appuyer l'ANSADE dans la définition d'une mesure de pauvreté multidimensionnelle, un partenariat avec ECHO pour soutenir la réponse à l'urgence nutritionnelle et une visite de terrain multipartenaires dans la zone de convergence de Dar Naim à Nouakchott en vue d'informer les partenaires techniques et financiers sur les besoins et opportunités de développement dans cette zone.

CHAPITRE 4

TRAVAILLER PLUS ET MIEUX ENSEMBLE : COHÉRENCE, EFFICACITÉ

En 2022, le Système des Nations Unies a poursuivi plusieurs initiatives visant à améliorer la cohérence, l'efficacité et l'efficience, conformément à la réforme en cours. L'un des résultats concrets de cette coordination inter-agences est la création d'un nouveau Cadre de Coopération pour la période 2024-2027.

“ Ce processus a impliqué tous les partenaires du SNU et a permis des ateliers participatifs pour discuter des priorités nationales et de l'offre de soutien des Nations Unies. Ce travail conjoint vise à optimiser la coopération entre les différents acteurs, y compris le gouvernement, le secteur privé, les partenaires sociaux, la société civile et les partenaires techniques et financiers.

■ Le travail d'équipe inter-agences a été renforcé à travers l'élaboration du nouveau Cadre de Coopération 2024-2027, qui a permis de réunir tous les partenaires du SNU lors d'ateliers pour partager et discuter des priorités nationales et de l'offre des Nations Unies en appui à ces priorités.

■ De plus, le SNU a coordonné son soutien aux différents secteurs en Mauritanie, notamment en appuyant l'actualisation de la CDN et la participation à la COP 27. Le SNU a également lancé ou poursuivi plusieurs projets conjoints sur financements de fonds catalytiques tels que le **CERF, le PBF et le SDG Fund.**

■ Les agences du système des Nations Unies ont engagé un leadership technique sur la conceptualisation de l'approche nexus humanitaire-développement-paix, intégrée dans les différentes stratégies nationales multisectorielles ainsi que dans le 2nd Plan d'Action de la SCAPP.

Les synergies opérationnelles sont effectives autour des résultats collectifs, principalement dans la zone de convergence de la wilaya du Hodh Chargui.

■ La communication conjointe a également été renforcée à travers le Groupe Communication du SNU, qui a déployé une série d'activités conjointes de communication et de plaidoyer pour porter les différentes thématiques, initiatives, projets et programmes déployés par le SNU.

Cette volonté de plus en plus marquée de communiquer ensemble s'est traduite lors de la UN DAY, des 16 Jours d'activisme et lors de la COP 27 avec un stand ONU-Mauritanie qui a permis de mettre en avant l'appui conjoint du SNU au gouvernement mauritanien.

■ L'Équipe Pays des Nations Unies a procédé à la revue annuelle de sa **Stratégie des Opérations** (BOS) et a lancé le processus d'inventaire des Locaux communs (Common Premises).

Ces deux processus permettent de rationaliser les moyens et ressources opérationnelles de l'UNCT Mauritanie, pour un impact plus élevé et des économies d'échelle substantielles.

L'équipe de pays des Nations Unies est ainsi en mesure de réaliser environ **1,471,344 USD** en tant qu'évitement de coûts au travers de la mise en œuvre du BOS.

CHAPITRE 5

ÉVALUATIONS, ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EFFICIENCE

En 2022, l'équipe des Nations Unies en Mauritanie a mené une évaluation finale indépendante du Cadre de Partenariat pour le Développement Durable (CPDD) 2018-2022. L'évaluation a été réalisée par une équipe de consultants indépendants et supervisée par un comité de suivi composé de représentants du gouvernement et du Système des Nations Unies en Mauritanie.

Les conclusions de l'évaluation ont mis en évidence divers éléments :

- Pertinence élevée du CPDD 2018-2022 par rapport aux priorités nationales
- Efficacité des résultats de l'Équipe Pays des Nations Unies
- Le CPDD 2018-2022 a été mis en œuvre de façon généralement efficiente et en conformité avec les procédures.
- Durabilité des interventions élevé en interne et en externe selon la plupart des partenaires rencontrés, en particulier les acteurs étatiques, les partenaires de mise en œuvre et surtout les bénéficiaires.
- Les structures et le mandat des groupes de résultats et des groupes thématiques sont bien organisés.
- L'approche basée sur les droits de l'homme (ABDH), la jeunesse, la question de l'égalité des sexes et les inégalités de genre ont été considérées comme des éléments constitutifs du CPDD 2018-2022 à travers les trois priorités stratégiques, certains effets spécifiques, des produits et des indicateurs.

Les enseignements issus des expériences peuvent être les suivants :

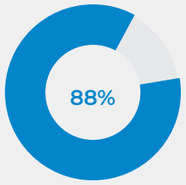
- L'établissement de Zones de convergence a permis la mutualisation d'efforts et l'adhésion de l'État, mais nécessite une coordination holistique.
- Besoin de plus de synergies pour l'établissement de projets conjoints avec d'autres partenaires.
- Les principes "One UN" et "LNOB" ont favorisé l'intégration et la mutualisation des ressources.
- La COVID a limité les interventions mais a offert des opportunités de partenariat et coordination.
- Il faut plus d'appropriation des structures de coordination et de synergie active des agences.
- Une meilleure compréhension de la réforme de 2018 est nécessaire.
- Stratégie de communication et plaidoyer faible, propositions peu innovantes, non-respect des termes, manque de transparence, pas de démonstration d'impact, compétition avec ONG locales.
- L'implication des autorités administratives et la communication suivie avec elles sont importantes pour améliorer l'efficacité des interventions des agences du SNU.
- L'accompagnement des ONG nationales est essentiel pour améliorer l'efficacité des interventions du SNU.

CHAPITRE 6

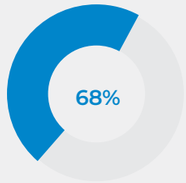
APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

147,6 mln $
Budget total requis en 2022

129,5mln $
Budget mobilisé



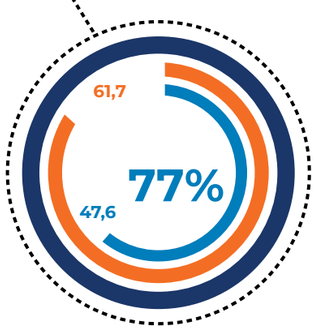
TAUX DE COUVERTURE



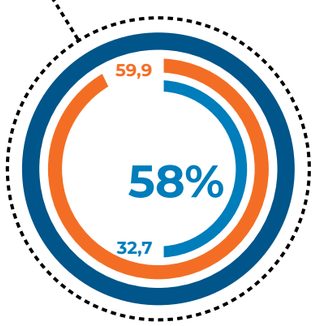
TAUX D'EXÉCUTION

BUDGETS REQUIS, DISPONIBLES ET DÉPENSÉS PAR AXE STRATÉGIQUE EN 2022

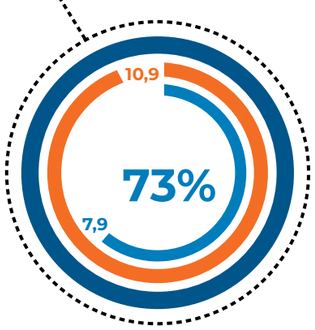
74 mln $



62 mln $



11,6 mln $

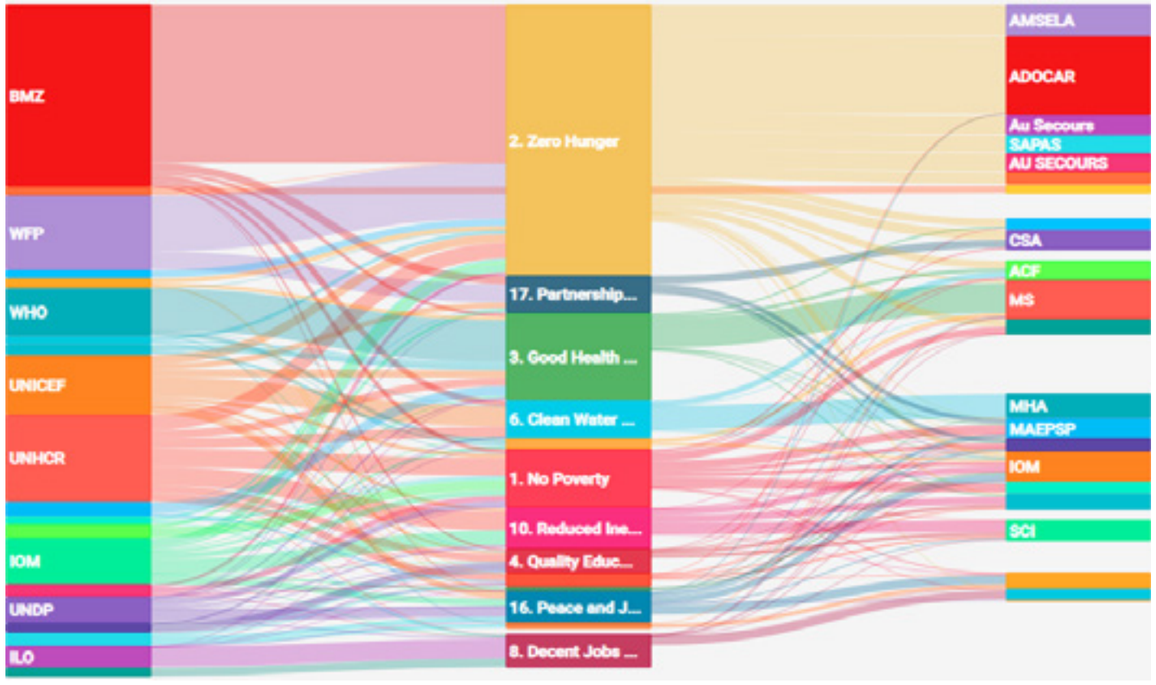


BUDGET DÉPENSÉ EN 2022 PAR AGENCE

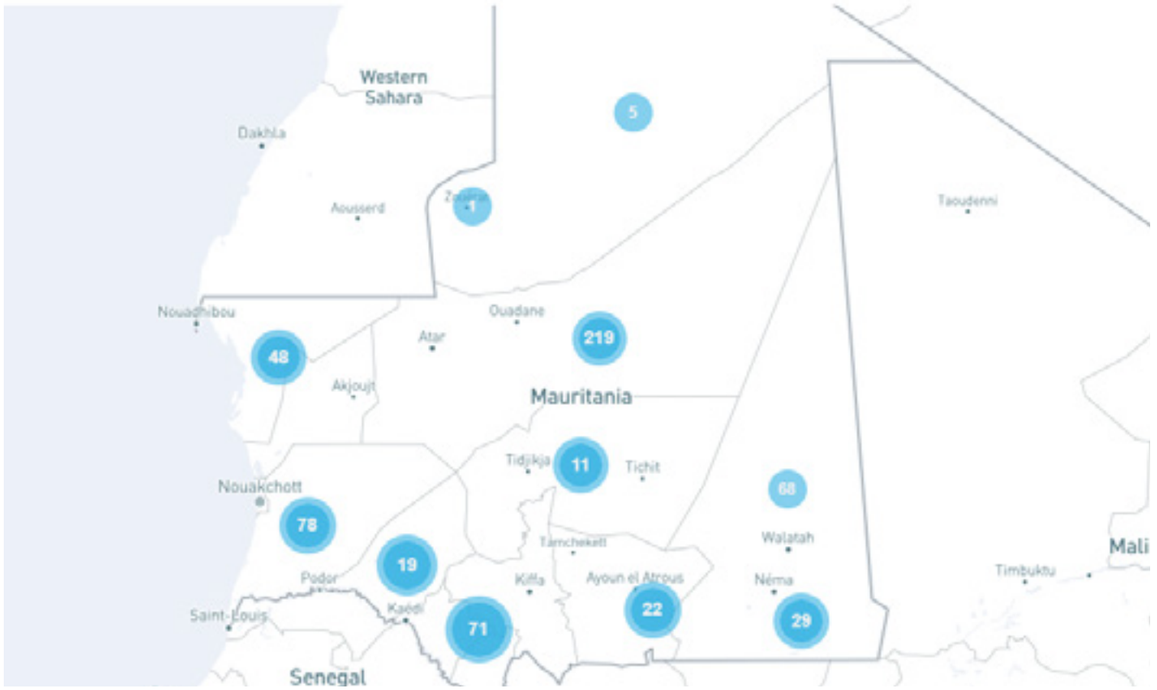
AGENCE	BUDGET REQUIS ($)	BUDGET DISPONIBLE ($)	BUDGET DÉPENSÉ ($)	TAUX D'EXÉCUTION
BIT	5,235,000	5,125,000	3,190,000	**62%**
FAO	5,598,000	5,598,000	4,851,468	**87%**
HCDH	464,124	470,367	208,047	**44%**
OIM	5,395,489	4,611,548	4,267,926	**93%**
OMS	2,855,294	2,773,694	2,110,994	**76%**
ONUDC	1,801,657	1,783,347	633,473	**36%**
ONUSIDA	104,213	82,121	78,754	**96%**
PAM	81,854,239	69,597,354	37,331,882	**54%**
PNUD	9,904,598	9,904,598	7,476,619	**75%**
UNESCO	2,134,400	2,134,400	2,134,400	**100%**
UNFPA	1,382,144	1,382,144	1,170,277	**85%**
UNHCR	9,427,775	9,427,775	9,427,775	**100%**
UNICEF	21,099,838	16,241,255	14,912,110	**92%**
UNOPS	396,341	396,341	396,341	**100%**
TOTAL	**147,653,112**	**129,527,944**	**88,195,066**	**68%**

RÉPARTITION DES RESSOURCES SELON LES ODD ET LES ZONES GEOGRAPHIQUES EN 2022

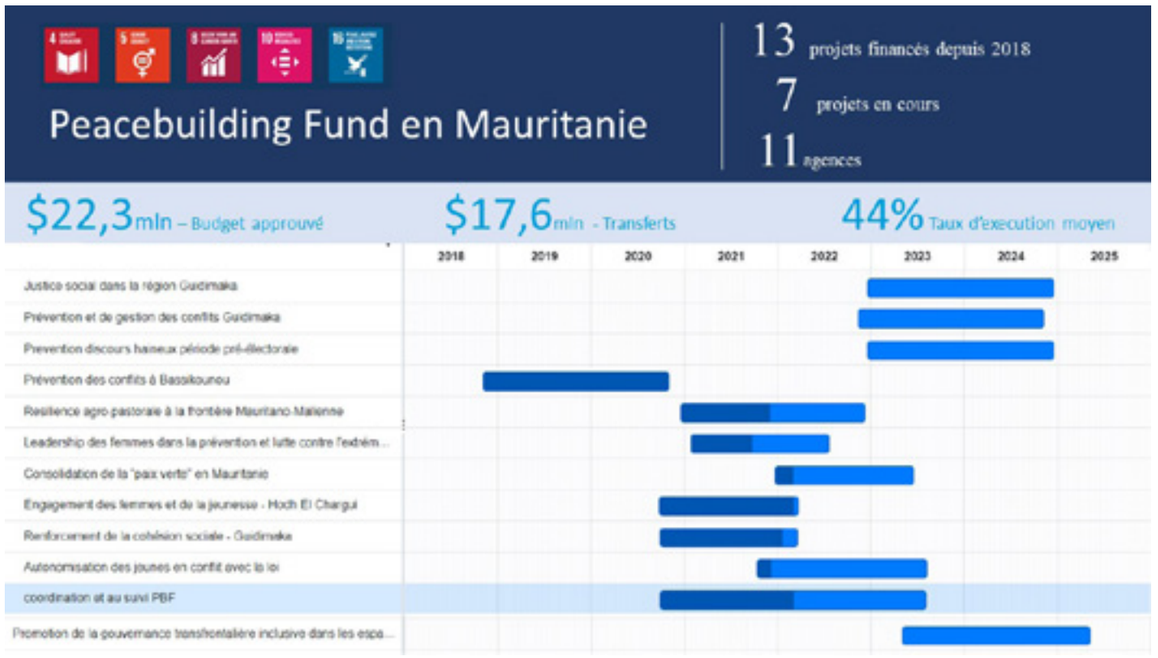
2 FAIM «ZÉRO» — 56.3%	1 PAS DE PAUVRETÉ — 7.6%	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES — 5.4%	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE — 5.2%
17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS — 4.6%	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT — 4.4%	4 ÉDUCATION DE QUALITÉ — 4.3%	8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE — 4%



Source UNINFO, les Nations Unies en Mauritanie : Rapport annuel 2022 des Nations Unies sur les résultats



Source @ UNINFO, les Nations Unies en Mauritanie : Rapport annuel 2022 des Nations Unies sur les résultats



MOBILISATION DES RESSOURCES

Le SNU a mobilisé des fonds auprès de divers organismes pour renforcer le financement du développement en Mauritanie, tout en mettant en œuvre des initiatives conjointes pour encourager l'esprit de réforme.

FONDS CATALYTIQUES MOBILISÉS EN 2022

SOURCES DE FINANCEMENT	PROGRAMME MIS EN ŒUVRE	AGENCES RÉCIPIENDAIRES	VOLUME DE FINANCEMENT ($)
Fonds de Consolidation de la Paix	Appui à la coordination et au suivi des Projets du Fonds en Mauritanie	PNUD	949.470
	Prévention des conflits y compris les discours haineux en période pré-électorale	PNUD-OHCDH	2.000.000
	Promotion de la justice sociale à travers le renforcement de l'accès à l'état civil	OHCDH UNICEF-UNFPA	2.000.000
	Soutenir les capacités locales et communautaires de prévention et de gestion des conflits et des catastrophes	OIM-FAO-OIT	3.000.000
	Promotion de la gouvernance transfrontalière inclusive et au renforcement de la résilience des populations	OIM-ONUDC	2.000.000
UN JOINT SDG FUND	Modèle intégré de Protection Sociale	BIT-UNICEF-PAM	822.523
	Development Emergency Modality: Contribute to the Assessment of the impacts of the current crisis and identification of funding sources for the National Response Plan	PAM-UNICEF	250.000
	Institutionnalisation de la Zakat	FAO – PNUD -UNFPA	355.938
Central Emergency Response Fund	Assistance humanitaire urgente multisectorielle pour les populations retournées au Hodh Ech Chargui	IOM	1.000.000
	Assistance alimentaire et nutritionnelle aux refugies maliens et aux populations mauritaniennes vulnérables	PAM	1.500.000
	Prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe sévère chez les enfants de moins de 5 ans dans les districts sanitaires de Néma, Oualata et Bassikounou (région de Hodh Chargui)	UNICEF	500.000
	Protection et Assistance d'urgence aux réfugiés maliens	UNHCR	1.000.000
TOTAL			**15.377.931**

CHAPITRE 7

LES PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR 2023

En 2023, l'Équipe Pays des Nations Unies poursuivra son appui au Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie à travers tous les processus qui permettent l'aboutissement à l'atteinte des ODD et l'agenda 2030, notamment :

- Finaliser et signer le nouveau Cadre de Coopération 2024-2027.
- Renforcer les mesures d'atténuation des effets de la crise sanitaire sur les populations les plus vulnérables et sur les opérateurs économiques.
- Appuyer à la préparation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH).
- Plaidoyer conjoint pour la mobilisation des ressources domestiques et externes.
- Coordination de la préparation et de la réponse en cas d'urgence en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle en 2023.
- Continuation et amélioration des activités du SNU dans le cadre de projets conjoints visant à renforcer les zones de convergence.
- Appui à la mise en œuvre du deuxième plan d'action de la SCAPP.
- Optimisation du financement du développement par le renforcement des partenariats existants et l'exploration de nouvelles opportunités de mobilisation de ressources.
- Accompagnement du gouvernement pour appliquer sa stratégie de résilience et d'action humanitaire basée sur l'approche Nexus HDP.
- Plaidoyer pour que les réalisations humanitaires soient intégrées aux systèmes nationaux et locaux de développement, permettant ainsi une pérennisation des assistances et une nette démarcation de l'humanitaire vers le développement.
- Accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre des recommandations issues de la mission d'évaluation des besoins en prévision des élections locales de 2023.
- Participer au "Common Pledge 2.0" lors du Forum Global pour les Réfugiés qui se tiendra en décembre 2023.
- Opérationnaliser la ''Vision'' conjointe qu'elle a élaborée pour la Zone de Convergence du Hodh Chargui, où l'approche Nexus sera pilotée.
- Appuyer le gouvernement dans la mise en œuvre des recommandations du Comité CEDAW qui seront publiées en 2023.
- En appui à la mise en œuvre du Food System Summit, une coopération renforcée entre les agences basées à Rome (FAO, PAM, FIDA) est en cours de développement.
- Développer un programme « accélérateur » axé sur l'autonomisation du genre, pour avancer dans la mise en œuvre des ODD dans le pays.
- Appuyer la participation du gouvernement au 2nd SDG Summit en Septembre 2023 à New York.

SIGLES ET ACRONYMES

Acronymes	Signification
AGR	Activité Génératrice de Revenu
BCR	Bureau du Coordonnateur Résident
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
BMZ	Ministère fédéral allemand de la Coopération Economique et du Développement
CCA	Common Country Analysis (bilan commun de pays)
CEDEAO	Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CERF	Central Emergency Response Fund
CNAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CPDD	Cadre de Partenariat pour le Développement Durable
DRAS	Direction Régionale de l'Action Sanitaire
EDSM	Démographique et de Santé de Mauritanie
EPCV	Enquête Permanente sur les Conditions de Vie
ERSIP	Enquête de suivi des indicateurs de performance
FAO	Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FMI	Fonds Monétaire International
HCDH	Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme
HCR	Haut-Commissariat aux réfugiés
MASEF	Ministère des Affaires Sociales, de la Famille et de l'Enfant
MEF	Ministère des Finances
MENFTR	Ministère de l'Education Nationale de la Formation Technique et la Réforme
MGF	Mutilation Génitale Féminine
MIDEC	Ministre de l'Intérieur et de la décentralisation
MPTF	Multi partner Trust fund
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONS	Office National de la Statistique

Acronymes	Signification
OSC	Organisation de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondiale
PBF	Peace Building Fund
PCI	Prise en Charge Intégrée
PIB	Produit Intérieur Brut
PNDSE	Programme National de Développement du Secteur de l'Education
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
ProPEP	Programme Elargi du Président
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNV	Revue Nationale Volontaire
SERP	Plan de Riposte Socio-Economique
SCAPP	Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée
SCRAPP	Stratégie de Croissance Régionale Accélérée et de Prospérité Partagée
SDMPR	Surveillance décès maternels, périnatals & riposte
SNU	Système des Nations Unies
SONU	Soins Obstétricaux et Néonatals d'Urgences
SENLS	Secrétariat Exécutif National de Lutte contre le Sida
SOP	Standard operations procedures
UNCT	Equipe pays de Nations -Unies
UNFPA	Fonds des Nations- Unies pour la Population
UNESCO	Organisation des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance
UNHAS	Service aérien humanitaire des Nations-Unies
UNSDCF	United Nations Sustainable Development Cooperation Framework
USAID	United States Agency for International Development
VBG	Violence Basée sur le Genre
WASH	Water Sanitation and Hygiene

NATIONS
UNIES
MAURITANIE

RAPPORT ANNUEL DES NATIONS UNIES

MAURITANIE 2022

ILÔT K 161-159
ROUTE DE LA CORNICHE,
BP 620 NOUAKCHOTT, MAURITANIE

MAURITANIA.UN.ORG